

Votre parti est-il prêt à :		si OUI, comment ?	si NON, pourquoi ?
<p>Développer une nouvelle politique agricole et alimentaire commune basée sur la transition agro-écologique et l'alimentation solidaire, répondant en priorité à la demande européenne en éliminant les excédents et déficits structurels, et mettant fin à toute forme de dumping vis-à-vis des pays en développement.</p>	<p>UE</p>		<p>Les défis de la PAC sont multiples et ne concernent pas uniquement la transition agro-écologique et l'alimentation solidaire. Installation des jeunes agriculteurs, assurance de revenus équitables, stables et suffisants aux agriculteurs, assurer la pérennité du modèle agricole de taille agricole, lutter contre les pratiques déloyales afin d'améliorer la position des agriculteurs au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, sont autant de défis à relever. Et il en est un autre à relever, c'est l'environnement. C'est pour cela qu'au MR, nous voulons donner la capacité à l'agriculture de répondre aux exigences en matière de gestion du paysage, de protection des ressources naturelles et de l'environnement, de valorisation de la qualité des produits agricoles et de développement durable. Nous voulons que la PAC renforce le développement de l'agriculture de qualité différenciée et biologique, sans pour autant opposer les différents modes de production de notre agriculture</p>
<p>Consacrer au moins 15% du budget de la Coopération à la réalisation du droit à l'alimentation et la recentrer sur le soutien aux systèmes alimentaires durables, basés sur l'agriculture familiale et les pratiques agro-écologiques, en priorisant les micros, petites et moyennes entreprises locales et les entreprises de l'économie sociale et solidaire.</p>	<p>BE</p>	<p>Sans citer un pourcentage précis consacré à ce point, l'agriculture est un des domaines importants depuis de nombreuses années de la coopération. Nous y avons une expertise reconnue. c'est un axe essentiel de notre coopération. Nous devons continuer à exporter notre savoir-faire agricole à destination de pays tiers. Cela permettrait à ces pays d'acquérir de nouvelles compétences déjà testées en conditions réelles sur nos terres belges, de développer une alimentation locale de qualité et en suffisance et à un prix abordable. Elles permettraient aussi de développer une agriculture de taille familiale et responsable.</p>	
<p>Recentrer la coopération au développement sur le soutien aux systèmes alimentaires durables, basés sur l'agriculture familiale et les pratiques agro-écologiques, en priorisant les micros, petites et moyennes entreprises locales et les entreprises de l'économie sociale et solidaire.</p>	<p>BE</p>	<p>Il faut continuer d'exporter notre savoir-faire agricole à destination de pays tiers en priorité vers les petites exploitations. Enabel appuie et défend d'ores et déjà une agriculture de taille familiale durable afin d'améliorer la sécurité alimentaire et développer une croissance économique plus pérenne et plus inclusive. Ces mesures doivent également aller de pair avec une bonne gouvernance et une gestion réfléchie des ressources naturelles</p>	
<p>Inclure une exception agricole dans les accords de commerce international, afin de garantir la souveraineté alimentaire dans l'UE et les pays tiers.</p>	<p>UE</p>		<p>Nous sommes favorables à la mise en place d'un monitoring européen reprenant les effets cumulatifs des accords commerciaux dans le secteur agricole. Si nous constatons qu'un point de discussion risque de déstabiliser un marché d'après le monitoring et ne respecte pas nos normes européennes, nous nous opposerons à la négociation du volet. enfin chacun des accords cde libre-échange doit respecter nos normes sanitaires, phytosanitaires, sociales environnementales ainsi que les droits humains et de l'OIT. ce sont également des garanties supplémentaires pour nos agriculteurs.</p>
<p>Interdire dès 2020 l'utilisation d'agrocarburants de première génération.</p>	<p>UE</p>		<p>Non. Le Parlement européen a fixé les objectifs à respecter d'ici 2030 et il ne prévoit pas l'interdiction d'utilisation d'agrocarburants de première génération. Toutefois, nous serons vigilants aux prises de position européennes quant à la présence d'huile de palme dans les agrocarburants.</p>
<p>Mettre en place des conseils de politiques alimentaires locaux en vue d'améliorer les systèmes agroalimentaires à l'échelle territoriale (soit au niveau communal, intercommunal ou provincial).</p>	<p>WB</p>	<p>Nous souhaitons informer les citoyens sur les réalités économiques, sociales et environnementales des différents modes de production, transformation et distribution du système alimentaire wallon. Nous voulons également l'établissement d'une stratégie de communication agricole à grande échelle par l'APAQ-W permettant la promotion de nos produits et pratiques agricoles. Aussi, nous désirons la diffusion de la fixation des prix agricoles par les commerces (part du prix payé par le consommateur pour l'agriculteur). Toute cette communication est essentielle et, grâce aux informations apportées par celle-ci, permettra de jouer un rôle de conseil auprès des autorités locales et surtout des consommateurs.</p>	